

« Les universités ont besoin d'un acte 3 de l'autonomie mais pas d'une nouvelle loi » (J-L Salzmans)

Paris - Publié le mardi 6 décembre 2016 à 15 h 07 - Actualité n° 82501

« Les universités ont besoin d'un acte 3 de l'autonomie pour remplir leurs missions et pouvoir concourir au même niveau que leurs homologues étrangers. Cela ne passe pas forcément par une loi, comme nous en avons l'habitude dans notre pays », déclare Jean-Loup Salzmans, président de la CPU, dans un discours prononcé à l'Élysée, où François Hollande recevait les présidents d'université pour un dîner, le 05/12/2016.

« Nous sommes fatigués d'avoir à consacrer du temps et de l'énergie à modifier sans cesse nos statuts et nos gouvernances pour les adapter à un modèle unique et rigide qui doit s'appliquer à tous. Il en est ainsi des cahiers des charges des appels à projet du PIA et de leur interprétation par le jury qui devraient, à mon avis, se concentrer sur la science et les pratiques pédagogiques et nous laisser maîtres de nos structures et de notre gouvernance », poursuit-il.

Le mandat de Jean-Loup Salzmans à la tête de la CPU s'achève le 15/12/2016. Il sera remplacé par Gilles Roussel, président de l'Upem et unique candidat, avec une équipe composée de Khaled Bouabdallah, président de l'Université de Lyon, et Fabienne Blaise, présidente de l'Université Lille 3 SHS.

Le discours de Jean-Loup Salzmans à l'Élysée

C'est la troisième fois que vous donnez un dîner en l'honneur des membres de la CPU, marquant ainsi la reconnaissance du plus haut niveau de l'État pour ses forces d'enseignement, de recherche et d'innovation.

Au nom de tous les membres de la CPU, universités et grandes écoles, je vous en remercie chaleureusement. Je vous remercie aussi d'avoir maintenu ce dîner en dépit de l'actualité.

A ce sujet, je me permets, à titre personnel, de vous dire à quel point votre annonce du 01/12/2016 [François Hollande a indiqué qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 2017] m'a attristé. Je tenais aussi, publiquement, à vous dire à quel point j'ai apprécié votre présidence et l'humanité dont vous avez toujours su entourer votre action.

L'an dernier, à cette même occasion, et à une heure de son histoire où la France était meurtrie et endeuillée, j'évoquais devant vous le rôle crucial que pouvaient jouer nos universités pour expliquer les phénomènes de terrorisme, de fanatisme et de radicalisation. En un an, nous avons vu des sociologues, des psychologues, des médecins, des historiens, des politologues, et tant d'autres publier des travaux de recherche sur ces sujets, aidant ainsi notre pays à déchiffrer l'indéchiffrable pour aller de l'avant. C'est là le rôle de l'Université : être un lieu d'ouverture, au service de la société.

 C'est là le rôle de l'Université : être un lieu d'ouverture, au service de la société.

La science est notre plus grande richesse

On apprend, à l'Université, à exercer son sens critique (...). Dans un monde où la superstition progresse et laisse le champ libre à l'obscurantisme, un monde dans lequel la première nation scientifique vient d'élire un vice-président « créationniste », la science est notre plus grande richesse.

Nous mesurons malheureusement chaque jour les coups portés à la science par les attaques, physiques et idéologiques, contre les universités et les chercheurs qui y exercent dans d'autres pays.

L'enjeu de l'innovation

La France a besoin d'innover, d'ouvrir de nouveaux champs de connaissance (...).

La recherche de notre pays se fait en majorité dans les universités et s'épanouit dans sa pluridisciplinarité, au contact avec la formation. Il s'agit du modèle international des universités, qui ne fonctionne que si on y consacre les moyens nécessaires et si on libère les énergies créatrices.

C'est l'esprit du programme d'investissement d'avenir ; dont vous avez décidé de consacrer une grande part à l'enseignement supérieur et à la recherche, et je vous en remercie.

Enfin la France a besoin de rêver ! Monsieur le Président, alors que nous dînerons tranquillement ce soir, un de nos concitoyens, Thomas Pesquet, va passer au moins quatre fois au-dessus de nos têtes. C'est une grande fierté nationale, et plusieurs universités françaises sont engagées dans des expérimentations qu'il conduira pour nous, à 400 km de notre planète.

Convaincre les candidats en 2017

Comprendre, former, chercher, innover, rêver : nous allons devoir convaincre les candidats aux élections de 2017 qu'ils devront, non seulement soutenir, mais construire avec les universités, parce qu'elles sont le fer de lance de la France de demain.

Je sais que nous pouvons compter sur le soutien de nombreux élus : je félicite à ce sujet les députés de plusieurs groupes politiques de tous bords - en particulier mon ami Jean-Yves Le Déaut - pour avoir déposé à l'Assemblée nationale une proposition de résolution « sur les sciences et le progrès dans la République ».

Des présidents d'université associés aux visites d'Etat

Monsieur le président, cette valeur de la parole scientifique, je viens d'en parler, je sais que vous la partagez et qu'il s'agit d'une des raisons qui vous ont fait, systématiquement, associer à vos visites d'Etat à l'étranger, des présidents d'université.

Il s'agit là d'une pratique jusque là presque inédite, et je vous en remercie, tout comme je vous remercie de vous être rendu à plusieurs reprises dans des universités et d'avoir souvent procédé à des arbitrages en notre faveur, en des périodes difficiles.

Notre communauté gardera aussi le souvenir qu'une de vos premières actions fut, avec Geneviève Fioraso, d'abroger la tristement célèbre circulaire Guéant.

Investissement et autonomie

 Les universités européennes souffrent d'un retard massif d'investissement

Nous allons justement devoir convaincre les futurs élus de placer l'enseignement supérieur et la recherche au cœur de leur projet, et d'y investir massivement. Le Royaume-Uni post Brexit l'a bien compris et a ainsi décidé d'investir 2 Md£ par an jusqu'en 2020 dans la recherche et le développement, afin d'attirer innovateurs et investisseurs.

Les universités européennes souffrent d'un retard massif d'investissement face à leurs concurrents asiatiques et américains, et j'espère que c'est la France qui donnera le signal de cet engagement européen.

Nous allons devoir convaincre notre classe politique de faire confiance aux universités en leur donnant plus d'autonomie, en les autorisant à expérimenter, en consolidant les acquis positifs des lois de 2007 et de 2013, et en poursuivant la simplification qu'a entamée notre ministre Thierry Mandon.

Les universités ont besoin d'un acte 3 de l'autonomie pour remplir leurs missions et pouvoir concourir au même niveau que leurs homologues étrangers. Cela ne passe pas forcément par une loi, comme nous en avons l'habitude dans notre pays.

 Les universités ont besoin d'un Acte 3 de l'autonomie

Nous sommes fatigués d'avoir à consacrer du temps et de l'énergie à modifier sans cesse nos statuts et nos gouvernances pour les adapter à un modèle unique et rigide qui doit s'appliquer à tous. Il en est ainsi des cahiers des charges des appels à projet du PIA et de leur interprétation par le jury qui devraient, à mon avis, se concentrer sur la science et les pratiques pédagogiques et nous laisser maîtres de nos structures et de notre gouvernance.

Je le dis et le redis, de même qu'il n'y a pas qu'une excellence, qu'il n'y a pas un modèle unique et parfait de gouvernance, mais des excellences et des modèles adaptés à chacun de nos sites.

Pour nous, l'autonomie des universités devrait s'appuyer sur un triptyque : la confiance a priori, puis une évaluation indépendante, qui seule peut permettre à l'Etat de prendre les décisions organisationnelles ou budgétaires qui en découlent.

Réforme de l'accès en master

La réforme de l'accès en master, dont nous espérons l'aboutissement, montre qu'il est possible de faire évoluer l'université, dans un sens que souhaitent toutes ses parties prenantes ; et j'en profite pour remercier notre ministre Najat Vallaud-Belkacem pour la manière dont elle a conduit les échanges avec les organisations syndicales sur ce sujet, lesquelles ont su faire preuve d'une ouverture et d'écoute que je salue.

Nous partageons la même certitude, monsieur le Président, l'avenir de la France ne se fera pas sans ses établissements d'enseignement supérieur et de recherche, sans les femmes et les hommes qui font l'université, et celle-ci ne relèvera pas les défis de la compétition internationale sans une véritable autonomie.

Jean-Loup Salzmann



Email : salzmann@cpu.fr

Téléphone : 01 44 32 90 45

Parcours	Depuis	Jusqu'à
Agence de mutualisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche Président	Mars 2013	-
Conférence des Présidents d'Université Président	Décembre 2012	-
Université Paris 13 Président	Mars 2008	Mai 2015
Conférence des Présidents d'Université Président de la Commission des moyens et des personnels	Juin 2012	Décembre 2012
Ministère de la Recherche et de la Technologie conseiller technique chargé de la biologie, de la médecine et de la culture scientifique et technique	1988	1993

Fiche n° 3490, créée le 22/04/14 à 12:41 - MàJ le 26/05/16 à 11:17

© News Tank Education 2016 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »